



Syndicat National des Agents des Douanes

LA MISE A JOUR



Section de Méditerranée

AVRIL 2014

Edito :

C'est le printemps !

Les fleurs fleurissent, les bourgeons bourgeonnent et les projets mortifères directement liés au PSD portés par notre DG, reconvertie en croque-mort de la Douane sortent du bois : fusions, suppressions, pertes de mission, allégeance aux multinationales mais dormez tranquilles, l'administration accompagnée apparemment par un soutien syndical, coutûmié du fait, de dernière minute, viendra vous tenir par l'épaule pour vous montrez la sortie.

C'est aussi le temps de la **notation individuelle** avec tout le bien que votre syndicat en pense, injuste s'il en est et doublée d'un arbitraire en plein développement.

Si tu es à temps partiel, si tu as été malade pendant l'année, si tu as mis au monde un enfant, si tu es engagé dans la lutte pour défendre ton métier, (tout ceci rappelons -le est discriminant) si tu es dans ta première année d'échelon, si tu as été muté, tu repasseras ou, au mieux la main sur le cœur, on verra l'année prochaine ...ou pas.

Faut-t-il, alors, faire preuve de veulerie, zèle ou soumission pour grappiller un mois ?

Cela risque de ne pas être suffisant car il reste encore le quota de 50 %

Quoiqu'il en soit, nous vous conseillons si vous considérez la proposition d'avancement injuste ou inadéquate d'utiliser les voies de recours. Sur **le site du SNAD CGT**, vous trouverez un flash info spécial ainsi qu'un modèle de lettre.

Une bonne nouvelle n'arrivant jamais seule, vous avez certainement entendu « discrètement parlé » du **traité de libre échange transatlantique** négocié en douce par les lobbies multinationaux avec les commissaires européens et chefs d'états concernés depuis l'année dernière et devant aboutir en 2016.

Ce traité va, pour ce qui nous concerne, **vider en substance une bonne partie de nos missions** (taxes, normes, droits) au profit des multinationales qui pourront même attaquer en justice un état qui oserait s'opposer à la « libéralisation des échanges » (aux OGM par exemple) ainsi, on ne va pas vous faire un dessin sur l'avenir que peut avoir notre administration au delà de 2018, si ce projet n'est pas retoqué comme l'avait été l'AMI il y a quelques années.

Pour cela ne comptez pas sur notre président qui a déjà conseillé à ces homologues de se dépêcher avant que l'information ne s'ébruite trop.

Mais rien n'est encore fait ici comme en Douane à la condition, comme vous avez pu le montrer le 20 Mars dernier, que nous restions mobilisés et que nous amplifions encore le mouvement. Rien n'est encore fait localement si nous réagissons.

Réformes SU/CO à Marseille ; Appuyez sur la touche Pause !

Fusions des brigades bassins est et ouest, pôles uniques de contrôle... Ces réformes lourdes de conséquences sur les implantations et les conditions de travail sont la conséquence directe des suppressions d'emplois arrêtées au niveau ministériel.

Par les temps qui courent, le langage administratif techno-gestionnaire est devenu si pauvre qu'il est possible de ne plus vraiment percevoir le sens des choses.

Quant on entend **fusion de brigades**, il faut bien comprendre qu'il s'agit du passage de deux unités à une seule unité.

Les fusions en projet sur les bassins est et ouest verront donc le nombre d'unités passer de 4 à 2, soit une disparition nette de 2 unités.

Cette disparition d'unités permettra de grossir artificiellement la taille des unités fusionnées en vue de la poursuite de leur dégraissage comme convenu avec le PSD.

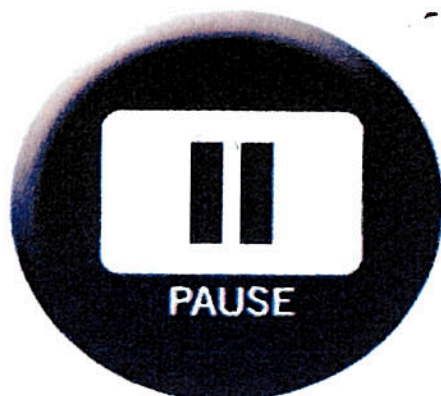
Quand on entend **pôle unique de contrôle**, il faut comprendre transfert d'une mission de la SU vers les OP/CO dans le but de supprimer **immédiatement** des emplois en SU en promettant qu'on les transférera en CO **plus tard** et en oubliant de relever que les services CO sont d'ores et déjà dans un sous-effectif chronique qui compromet gravement leur capacité à remplir leurs missions.

Cette situation n'est pas supportable.

Les réformes des services opérationnels à Marseille doivent être suspendues !!! Elles consacrent à la fois des suppressions d'effectifs et une détérioration des conditions de travail.

Des besoins de remise à niveau sont criants sur le plan immobilier en Surveillance à Marseille, mais la satisfaction de ces besoins ne doit pas être l'alibi pour un dégraissage des effectifs.

Nous saisisons la Directrice générale de ces problématiques et réclamons en préalable la suspension de ces chantiers de démolition





Il faut que ça change !!!

Le jeudi 20 mars l'abstentionnisme a été très faible en douane avec une énorme mobilisation à Paris et un taux de grévistes considérable pour dire STOP au prétendu programme stratégique douanier (PSD) qui n'est rien moins qu'un plan social douanier sacrifiant les missions, les emplois et le service rendu aux concitoyens.

Les dimanches suivants (23 et 30 mars) l'abstentionnisme de nos concitoyens fut beaucoup plus ample et ceux d'entre-eux qui se sont exprimés dans les urnes ont adressé un désaveu extrême au gouvernement et à la majorité en place.

Les deux événements n'ont évidemment pas la même échelle... mais ne sont pas sans liens.

Plus que déçue, la promesse de changement a été trahie... de la RGPP à la MAP, c'est la même continuité de rigueur qui détruit le service public avec les mêmes conséquences de décomposition de la cohésion sociale et d'explosion des inégalités.

La politique générale est un échec cuisant dans la même mesure que celles qui l'ont précédée. Elle échoue à rétablir la croissance et l'emploi : elle échoue parce qu'il n'est pas possible de relancer croissance et emploi en comprimant les salaires et les retraites, en dégradant sans cesse les services attendus par la population... elle échoue parce qu'il n'est pas possible de mener une politique fiscale qui ne soit pas juste. Et il ne peut y avoir de justice fiscale dès lors que les administrations fiscales sont passées au laminoir depuis des années.

Le monde actuel est victime des dérèglements d'un système financier prédateur, fonctionnant hors de tout contrôle et n'ayant pour loi que la génération de profits nés de la fabrication de bulles spéculatives vouées inexorablement à l'éclatement. Les dégâts sont ensuite essuyés par les populations à qui sont imposées des mesures de rigueur et une détérioration très nette des droits sociaux (dégradation des services publics, précarisation du travail, paupérisation galopante).

Ces politiques sont dans l'impasse... et le prochain scrutin européen risque fort d'accentuer le désaveu exprimé lors des récentes consultations locales.

Les administrations financières devraient être des instruments de pointe pour lutter contre les prédatations financières d'un système sans cap ni boussole si ce n'est le dévastateur projet d'une concurrence exacerbée de tous contre tous au bénéfice d'une minorité.

Nos administrations financières doivent d'urgence redevenir prioritaires dans le cadre d'une politique orientée vers le progrès, le partage équitable du travail, de ses fruits, et la justice.

Le 20 mars... et après ?

L'accord(e) pour nous pendre

Un nouvel accord sur le libre échange entre les Etats unis et l'Union européenne est en train de mettre en place en catimini , ardemment soutenu par les multinationales de ces 2 continents. Les discussions ont commencé en 2013 et devraient aboutir en 2015 au PTCI = pacte transatlantique de commerce et d'investissement .

Le texte qui sert de base aux discussions est diffusé depuis quelques semaines par ses opposants . Comme tout accord de libre échange , il vise à créer un vaste marché transatlantique avec des règles commerciales communes. Le PTCI cherche à baisser voir à abolir les droits de douanes mais surtout il cherche à supprimer toutes les normes et harmoniser les règles entre Etats.

Seule une prise de conscience des peuples soumis à cette nouvelle organisation du commerce pourra la faire capoter , encore faudrait il que le débat soit public , démocratique et non pas négocié en secret par la commission européenne , les fonctionnaires mandatés et les représentants des multinationales.

Les propositions pourraient nous faire sourire , c'est la World Company tant les nouvelles règles font la part belle aux multinationales . C'est pourtant le rapport de force entre les Etats et les Marchés qui se jouent en ce moment avec un net avantage aux seconds , et la soumission de fait des citoyens.

Voici un petit florilège des mesures envisagées :

Imposée par l'OMC la clause du traitement national impose à un Gouvernement de traiter de la même manière les produits importés et les produits nationaux. Or le texte prévoit d'étendre ce principe aux services , dont la santé et l'éducation . Ainsi une école privée pourra bénéficier des mêmes subventions que l'école publique dont ce sera la mort annoncée par manque de financement et qui devra pour exister se privatiser (autre variante clinique privée / hôpitaux publics).

L'autre nouveauté est l'arbitrage . En cas de différends entre un Etat et un investisseur , notamment si la réglementation Nationale s'oppose aux règles commerciales , ce dernier pourra porter plainte devant un tribunal d'arbitrage privé.

Demain si l'accord est signé , une entreprise américaine désirant exploiter du gaz de schiste par fracturation pourra recourir à l'arbitrage et poursuivre le Gouvernement . Les contribuables auront à payer les indemnités.

Les règles qui s'appliquent sur le marché américain doivent se transposer sur le marché européen. Les industriels de l'agroalimentaire en rêvaient , le PTCI le fait . La réglementation nationale ne pourra plus être invoquée pour interdire les importations alimentaires avec OGM , fin de l'étiquetage obligatoire pour les produits autorisés. On connaissait les poulets américains lavés au chlore , les bovins alimentés par des fientes de poulet transformées en farine , le boeuf aux hormones Demain , nous pourrions y goûter !!!

Sécurité des aliments, normes de toxicité, assurance-maladie, prix des médicaments, liberté du Net, protection de la vie privée, énergie, culture, droits d'auteur, ressources naturelles, formation professionnelle, équipements publics, tous les domaines d'intérêt général doivent passer sous les fourches caudines du libéralisme. Pour contrer ce projet , faites remonter l'info , parlez en autour de vous , les vampires détestent être mis à la lumière du jour.

T.A.:tableau d'avancement

Nous rappelons à tous que chacun a la possibilité de demander aux services de la GRH son ordre dans le Sigrid. Cette position, sachez-le, sera votre rang « brut » au tableau d'avancement, donc le plus éloigné possible.

Si vous rencontrez des difficultés pour l'obtenir, rapprochez-vous de votre représentant élu en CAPL.

La Grèce après dégraissage... à sec !!!

Bonne nouvelle ! Depuis le 10 avril dernier, la Grèce est de retour sur les marchés financiers après 4 années de *blacklistage*. Ceci veut dire qu'elle peut à nouveau emprunter sur les marchés, donc refaire à nouveau de la dette, et que la signature de l'État grec a retrouvé quelque crédit auprès des investisseurs financiers.

Ce miracle est dû au sérieux avec lequel a été conduite la thérapie de choc administrée à ce pays. Les résultats de cette politique de rigueur sont en tous points remarquables :

Taux de chômage.... 28 % de la population active

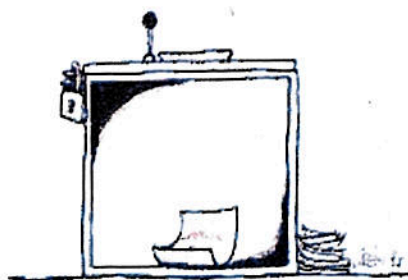
Pouvoir d'achat des ménages.... -50 % depuis 2009

PIB..... -25 % depuis 2009

Certes il y a les services publics dévastés, les hôpitaux en dérive, l'espérance de vie moyenne de la population en baisse de deux ans et autres faits anecdotiques comme la hausse spectaculaire des suicides, des abandons de nourrissons ou les affamés qui cherchent leur pitance sur les tas d'immondices...

Mais après tout, puisque la Grèce est de retour sur les marchés obligataires, c'est que ça va bien mieux, non ?

Abstentions européennes ou élection record ?



Citations dans l'air du temps :

« La pénicilline et la lutte contre l'alcoolisme sont bien plus efficaces que les changements de gouvernements » Eugène Ionesco

« Puisque le peuple vote contre le gouvernement, il faut dissoudre le peuple » Bertolt Brech

PSD 2018 :

« Objectif : (dans la) Lune* »

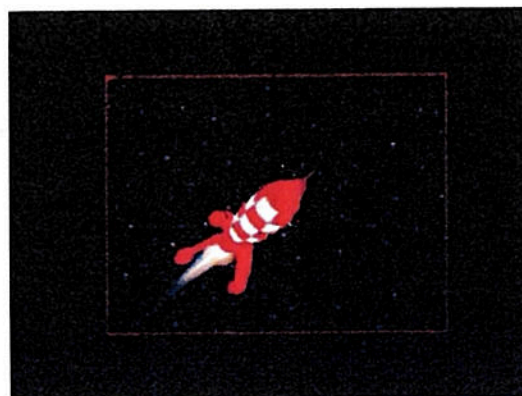
Il n'y a plus d'argent , nous dit-on , pourtant la DG a trouvé les moyens pour nous concocter une plaquette de quatre volets en papier glacé que nous ne pouvons même pas utiliser à des fins de recyclage.

Les 27 points énoncés nous informent par le menu , bien indigeste, comment nous allons faire pour continuer à faire semblant tout en rendant des emplois dans une administration considérée comme non prioritaire avec pourtant des missions prioritaires .

L'intersyndicale nationale nous propose donc de renvoyer sous pli non affranchi le dit document à son expéditeur suprême demeurant à l'Elysée. Faites-vous plaisir, c'est gratuit.

Monsieur le Président de la République
Présidence de la République Française
Palais de l'Elysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
78008 Paris

- Milou nous pardonnera





Unité ou désunion syndicale ?

Qu'il s'agisse de réorganisations à Marseille (suppression de brigades et pôle unique de contrôle) ou bien des réorganisations à venir, on ne négotera pas pour classer telle ou telle comme découlant du sinistre plan stratégique douanier (bien mal nommé) et l'intersyndicale locale à Marseille a pu mesurer après les premiers groupes de travail combien *l'espace de dialogue social* était étroit.

Les fusions-suppressions des brigades à l'est et à l'ouest sont maintenues. Le pôle unique de contrôle aussi... en dépit du fait que sa mise en œuvre est prévue en deux étapes et non plus en une seule.

Partout cet entêtement promet aux agents des lendemains difficiles avec des difficultés de plus en plus aiguës pour remplir les missions et une détérioration accrue de leurs conditions de travail... ce n'est pas demain qu'on verra prendre corps le fameux engagement de la DG de veiller au bien-être au travail.

Le 24 mars dernier, l'intersyndicale douanière unie signait un texte (*Bâtir un autre avenir pour la DGDDI*) où elle pointait du doigt la cause première du mal : les excès de la politique gouvernementale d'économies budgétaires.

L'intersyndicale unie, au soir du mouvement considérable entamé le 20 mars, signait que *le fond du PSD relève d'une approche politique et qu'il ne saurait être question de revenir à un niveau directionnel, qui ne dispose d'aucun levier réel eu égard aux enjeux. Seul un dialogue avec les autorités politiques de BERCY, s'appuyant sur de très fortes mobilisations, peut amener à des évolutions majeures sur le dossier du PSD.*

Dans ce cadre là, la participation à des instances locales sur les réorganisations (groupes de travail, comités techniques) n'est ni souhaitable, ni utile.

Pas souhaitable car on ne peut guère discuter des dispositifs « pseudo-sociaux » d'accompagnement du PSD quand on affiche un souhait unanime de voir le retrait du PSD, question de cohérence. Inutile enfin tant que nous n'aurons en face de nous que des « exécutants » qui n'ont strictement aucune marge de manœuvre.

Sur le plan des dossiers régionaux, nous dressons un constat identique avec des projets axés uniquement sur la logique de réduction des effectifs et qui induisent une dégradation des conditions de travail.

Rien à discuter, absence de marges, aucune visibilité et... la promesse de nouveaux chambardements à brève échéance. Rien que des instances où s'énonce la litanie des reculs, sans avancées possibles.

L'intersyndicale unie a dit STOP à ces mascarades et il incombe maintenant à l'échelon politique ministériel de clarifier les choses et d'assumer ses responsabilités.

Les personnels doivent être respectés et entendus !!!

Décryptage en 12 étapes du message de la Directrice générale adressée aux agents le lendemain du 20 mars

- 1- Je vous ai compris !
- 2- Je fais ce que je peux !
- 3- Le PSD fixe un horizon de moyen terme.
- 4- Les suppressions d'emplois et de services sont maintenues.
- 5- Le 1^{er} Ministre est d'accord pour majorer significativement la prime de restructuration.
- 7- Les OS seront invitées à discuter sur les modalités d'accompagnement des mobilités contraintes , car il y en aura beaucoup
- 8- Il y en aura tellement que les OS seront invitées à discuter des modalités de reclassement hors douane, vers les services des Finances ou bien ailleurs...
- 9- Les déclinaisons du PSD doivent faire l'objet de propositions par les DI d'ici l'été.
- 10- Ce travail de proposition suppose de trouver les solutions les plus cohérentes mais aussi les moins difficiles du point de vue de l'organisation des services et de la gestion des ressources humaines.
- 11- Ces propositions seront soumises aux ministres, aux OS. Elles seront progressives et étalées dans le temps jusqu'en 2018.
- 12- Au final, chacun aura le temps de voir comment il souhaite adapter son parcours, soit qu'il soit concerné dans son service, soit qu'il souhaite saisir les opportunités offertes par les réformes mises en place.

On ne peut guère faire mieux comme fin de non-recevoir !!!

Comme si les milliers d'agents des douanes devaient se satisfaire d'une majoration de prime de restructuration et d'opportunités de reclassement hors douane...

Comme si les OS n'avaient d'autre espace de dialogue que la gestion des mobilités forcées...

Le message est fort et clair,

RETRAIT DU PSD

La douane ne doit ni ne peut plus subir de nouvelles destructions d'emplois





Déclaration de l'intersyndicale de Méditerranée

Les divers « groupes de travail » programmés par le DI et les DR se situent **TOUS** dans la perspective et les orientations du Projet Stratégique Douane.

Les personnels et l'ensemble de leurs représentants ont clairement dit **NON** à ce PSD.

À l'image de l'intersyndicale nationale, l'intersyndicale de Méditerranée a fait le choix de ne s'inscrire dans aucune réunion qui touche, de près ou de loin, à l'application de ce PSD.

La CFDT n'a pas voulu s'inscrire dans cette démarche et considère qu'elle se doit de siéger, arguant « les avancées obtenues sur le volet social »; cette organisation s'est donc, de fait, exclue elle-même de l'intersyndicale, à notre regret.

La porte reste néanmoins ouverte à tous les représentants du personnels qui souhaitent encore lutter contre les plans mortifères de la DG, plans relayés au niveau local dans les GT et CT à venir.

Afin de clarifier cette question pour l'ensemble des personnels, l'intersyndicale de Méditerranée vous informe que :

- le Directeur Interrégional, pas plus que la Directrice Générale, n'ont le pouvoir d'accorder la moindre « avancée » sur le volet social, celui-ci étant uniquement amendable au niveau du Ministère.
- Les fameuses « passerelles » évoquées le 20 mars par Bercy, suite à la mobilisation massive des personnels, ouvrent sur un vide sidéral : les contacts que nous avons avec les organisations syndicales de la DGFIP ne laissent, hélas, aucun doute sur ce sujet : les suppressions massives de postes touchent également leur administration et leur hiérarchie privilégie les gels de poste afin de reclasser leurs propres agents restructurés
- enfin, se situer dans des « négociations », fictives car hors de portée de la hiérarchie douanière, signifie la reddition dans notre combat contre le PSD : c'est de fait, accepter implicitement son application et entériner son caractère inéluctable.

Nous refusons de nous résigner !

Rien ne nous conduit à aller discuter aujourd'hui des conditions de détresse dans lesquelles les agents vont se trouver s'il devait s'appliquer !

Nous appelons donc l'ensemble des personnels à poursuivre la mobilisation dans les actions que l'intersyndicale nationale et celle de Méditerranée vont vous proposer dès cette semaine.

L'intersyndicale reste donc sur le mot d'ordre ferme suivant :

RETRAIT DU PSD !!!

-Bulletin d'adhésion-

Nom :
Service :
Adresse :
Date et signature :

Prénom :
Branche :
Résidence :

A renvoyer au :

SNAD-CGT. 56 bvd de Strasbourg Bt A 13003 Marseille.

ou

cgt-marseille@douane.finances.gouv.fr



Crédits photo : Les photos qui illustrent cette brochure ont été prises dans le tunnel du Boulevard National à Marseille (les voeux des habitants de la Belle de Mai – détails)